



**Abdeslam Ahizoune quitte
Maroc Telecom**

MISSION ACCOMPLIE

P10



Terrorisme salafiste

LE MAROC L'A ÉCHAPPÉ BELLE

P6

Fête du sacrifice

Le Roi libère le peuple

P3

**L'entretien - à peine-
fictif de la semaine**

**Chakib
Benmoussa**



**Il faut appauvrir
un peu les riches**

P14



Business politique

Salaheddine Aboulghali sur un terrain glissant

P6



Boudali

Confus **DE CANARD**

Défis de toutes parts

P2

Villes nouvelles

Chronique d'un ratage en béton

P9



P8



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

DÉFIS DE TOUTES PARTS

Le Maroc l'a échappé belle grâce à la vigilance de ses vaillants services de sécurité qui sont parvenus à déjouer un vaste plan terroriste ordonné par le chef de la « franchise » de Daech au Sahel. Pour l'exécution de ce projet barbare dont la préparation avait atteint « un stade avancé », Abderahman Sahraoui a enrôlé plusieurs sicaires embrigadés et armés, prêts à passer à l'acte, baptisés les "Lions du Califat". Mais dans ce genre d'entreprises complexes, il faudrait sans doute chercher les véritables commanditaires au-delà du chef sanguinaire apparent qui a tout l'air d'un nervi en service commandé.

Comme on n'est pas chez les Bisounours, il est clair que les ennemis du Maroc dans la région sont disposés à mobiliser tous les moyens surtout financiers et à arborer tous les masques du machiavélisme et de la malveillance. Y compris le recours aux groupes terroristes pour déstabiliser le Royaume après avoir échoué à le faire via leur enseigne de mercenariat polissien qui a sombré dans la faillite. C'est connu, les problèmes qui minent la bande sahélo-saharienne, notamment les tensions ethniques, l'instabilité politique, l'étendue des territoires et la porosité des frontières, sont instrumentalisés et entretenus par des officines aux desseins obscurs. Début janvier 2025, le Mali n'a-t-il pas dénoncé dans un communiqué « la persistance des actes d'ingérence » de l'Algérie, que Bamako accuse de soutenir les « groupes terroristes (...) à qui elle a offert le gîte et le couvert ? »

Face à la menace croissante de la menace terroriste, la réponse sécuritaire n'est pas suffisante. Elle doit être accompagnée sur le plan politique d'une action multiforme visant à immuniser les jeunes contre la radicalisation et la violence, sachant que le terreau sur lequel prospère ce fléau sont connus : ignorance, misère, désespoir... Un cocktail explosif auquel contribuent d'une certaine manière les politiques gouvernementales qui favorisent la pauvreté et les exclusions ... Depuis 2002, le BCIJ a démantelé plus de 2 000 « cellules terroristes » et interpellé plus de 3 500 individus. Des chiffres énormes qui mettent en lumière l'urgence d'agir sur le front social pour le fortifier.

Présidé par le très dynamique Mohamed El Bouh-madi, la Fédération Marocaine de l'Industrie et de l'Innovation Pharmaceutiques (FMIIP) a organisé mercredi 19 février à Casablanca un forum sur les enjeux du générique au Maroc comme levier essentiel de sa souveraineté sanitaire. Celle-ci passe, selon M. El Bouh-madi, par l'encouragement de la fabrication locale, la mise en place d'un écosystème d'innovation et la promotion du

générique réputé beaucoup moins cher que le médicament d'origine. Justement, la rupture récurrente dans les officines de certains médicaments vitaux met en lumière une dépendance extérieure dangereuse. Elle fait peser de graves menaces sur la santé des patients confrontés à leur corps défendant à une perturbation des protocoles de soins.

En plus d'être le meilleur antidote à ces dysfonctionnements, un renforcement de la production pharmaceutique nationale permet d'économiser beaucoup d'argent, ce qui s'inscrit dans une politique de maîtrise des dépenses de santé et le souci de pérennisation du système de soins national. Pour sa part, le ministre de tutelle Ryad Mezzour a plaidé pour une industrie pharmaceutique qui renforce sa présence à l'international en fixant comme objectif entre 40 et 70% du chiffre d'affaires à l'export. Les opérateurs

du médicament sont d'accord pour conquérir des marchés extérieurs, notamment africains et arabes. Mais cette performance ne se décrète pas. Elle nécessite des prérequis sous forme d'un programme d'accompagnement solide. Des mesures incitatives, un cadre réglementaire adapté et un dispositif de formation performant. La compétitivité et la qualité, pierres angulaires d'un export dynamique, sont à ce prix. Le diagnostic est connu. Il faut désormais passer au remède.

Pour freiner la poussée du chômage des jeunes qui donne de l'urticaire au gouvernement Akhannouch et espérer relancer l'emploi en 2025, l'exécutif a trouvé la parade : une enveloppe à 14 mil-

liards de DH. Présenté le 13 février par le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Younes Sekkouri, le dispositif s'appuie sur trois piliers : la soutien à l'investissement pour encourager les PME à recruter, la révision des programmes incitatifs à l'embauche des non-diplômés et une nouvelle offre à destination de la population rurale. Cette énième « feuille de route » sera pilotée par un comité interministériel présidé par le Chef du gouvernement. Or, on ne crée de l'emploi avec des vieilles ficelles qui ont montré leurs limites. Plutôt que de prendre le risque de s'enliser dans des mécanismes institutionnels inutilement coûteux, il faudrait agir sur les facteurs qui font que l'économie nationale ne crée pas assez de croissance et d'emplois dans un pays où près de 130.000 diplômés arrivent chaque année sur le marché du travail. Là réside le véritable défi et dans ce cadre le rôle d'un gouvernement est d'œuvrer d'abord pour lever les freins qui entravent l'investissement productif et la dynamique de recrutement tout en accompagnant ce déverrouillage par des mesures incitatives d'ordre fiscal et social. ▀



Côté **BASSE-COUR**



Fête du sacrifice

Le souverain dispense les Marocains



Une décision juste et judicieuse, qui libère les couches démunies d'une lourde charge.

Le ministre des Habous et des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq, a donné lecture, ce mercredi soir 26 février d'un message du roi Mohammed VI, Commandeur des croyants, dans lequel le Souverain exhorte les Marocains à

ne pas célébrer le rituel de l'Aïd al-Adha cette année en raison de la crise qui frappe le cheptel national.

« Partant de la responsabilité qui nous incombe, en tant qu'Amir Al-Mouminine, fidèle protecteur des cultes de la religion selon

ce que dictent la nécessité et l'intérêt légal et conformément à l'obligation qui est la Nôtre de lever la gêne et le préjudice et de favoriser la mise en place de la facilitation tout en se conformant à la teneur du verset coranique: «Et Il ne vous a imposé aucune gêne dans la religion»; Nous invitons Notre cher peuple à s'abstenir d'accomplir le rite du sacrifice de l'Aïd de cette année », a expliqué le souverain. Cette décision va faire beaucoup de bien aux Marocains de condition modeste qui ont été invités par la plus haute autorité morale du pays à ne pas célébrer cette année un rituel dont ils n'ont pas les moyens. Par ailleurs, La décision royale est de nature à permettre une reconstitution de l'élevage national et d'agir à la baisse sur les prix des viandes rouges qui ont atteint des sommets. ►

Irrigation

Produits agricoles pleins d'égout !

La découverte fait froid dans le dos autant qu'elle dégoûte : un dispositif d'irrigation agricole recourant clandestinement aux eaux usées. Cette pratique dangereuse pour la santé a été débusquée par les autorités locales à Oulad Saleh dans la province de Nouaceur où des paysans sans foi ni loi cultivent leurs champs en utilisant des eaux d'égout. Ce n'est pas la première fois que cela arrive : en 2020, un collectif d'ONG a dénoncé des fellahs issus de Ouled Saleh et Laassilate dans la province de Berrechid qui détournent les eaux usées de la station d'épuration de Berrechid.



Se méfier des produits agricoles vendus dans la rue...

Il s'agit en fait d'un flux hydrique résiduaire détourné à des fins d'irrigation des parcelles agricoles. Un phénomène qui trouve son origine dans l'insuffisance des précipitations et l'épuisement des puits. Ces sources de contamination posent un véritable problème de salubrité publique et soulèvent bien des inquiétudes sur l'écoulement de produits agricoles souillés dans les marchés ou leur vente à la criée par les marchands ambulants de fruits et légumes qui sillonnent les rues des villes. Dans un pays où la traçabilité agricole est loin d'être systématique, il ya fort à craindre que des maladies ne soient transmises par ce canal de très mauvais égout... ►

La sardine fait des vagues

La star du moment sur les réseaux sociaux s'appelle Abdelilah et c'est un jeune poissonnier de Marrakech. Il a posté en fin de semaine dernière une vidéo devenue virale, où il propose le kilo de la sardine à 5 DH contre 15 et 25 DH dans des villes côtières. Il n'en fallait pas plus pour que son coup de pub crée le buzz parmi de larges franges de la population tout en mettant dans le banc des accusés les fameux intermédiaires tenus pour responsables du renchérissement des prix des produits de la mer et de la terre. Trop douteux pour être vrai ? Que cache ce prix anormalement bas qui défie les lois de l'offre et de la demande ? Abdelilah serait-il un petit malin qui consent sciemment de perdre quelques dizaines de dirhams sur deux trois ou quatre cageots de poisson pour gagner beaucoup plus sur les vues de Youtube ? (revenu moyen pour 1000 vues pouvant aller jusqu'à 50 DH selon la localisation du public et la cible) Une pratique devenue monnaie courante qui a fait exploser les contenus qui sont tout sauf créatifs... Pour le moment, la célébrité virtuelle de Abdelilah lui a attiré surtout la visite d'une commission de contrôle pour vérifier la qualité de ses sardines et connaître le fin mot de l'histoire. Une manière de noyer le poisson ? ►

Maroc Telecom

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rabat, Le 25 février 2025

Nomination du Président du Directoire et renouvellement des mandats du Directoire

Le Conseil de Surveillance a pris acte de l'expiration des mandats des membres du Directoire au 1er mars 2025 et a décidé de nommer, pour un mandat de deux (2) années, soit jusqu'au 1er mars 2027, Monsieur Mohamed BENCHÂBOUN en qualité de Président du Directoire, en remplacement de Monsieur Abdeslam AHIZOUNE.

Cette nomination jouera un rôle déterminant dans le développement stratégique global des activités du Groupe Maroc Telecom.

À cette occasion, le Conseil de Surveillance tient à exprimer sa gratitude à Monsieur Abdeslam AHIZOUNE pour ses contributions exceptionnelles à la croissance du Groupe au cours des 27 dernières années. Son leadership décisif a joué un rôle clé dans l'essor panafricain du Groupe Maroc Telecom.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance a également décidé de reconduire, pour un mandat de deux (2) années supplémentaires, soit jusqu'au 1er mars 2027, le mandat des autres membres du Directoire, à savoir Messieurs Brahim BOUDAUD, Hassan RACHAD, François VITTE et Abdelkader MAAMAR.

Enfin, le Conseil adresse à Monsieur Mohamed BENCHÂBOUN ses félicitations pour cette nomination et lui formule ses vœux de pleine réussite dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions.



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

Les 10 plus beaux poèmes français depuis le 13ème siècle (2/10)

Albert Camus, fils d'une femme de ménage andalouse, immigrée dans l'Algérie française, prix Nobel de littérature, à la surprise générale, surtout la sienne. Albert Camus avait alors 44 ans et était le neuvième français à obtenir le prix Nobel. Il dédie son discours à Louis germain, l'instituteur qui en CM2 lui a permis de poursuivre ses études malgré sa pauvreté de fils de femme de ménage andalouse. Catherine Hélène Sintès, mère d'Albert, en partie sourde, ne sait ni lire, ni écrire : elle ne comprend un interlocuteur qu'en lisant sur ses lèvres, n'a qu'un très petit vocabulaire « de 400 mots » et communique en utilisant une gestuelle propre à sa famille, utilisée également par son frère Étienne. « Dépendante et perdue au quotidien, peu écoutée et peu comprise, condamnée aux échanges rudimentaires et banaux, elle est coupée du monde des autres et n'a accès ni à la culture ni au divertissement ». L'expérience sera douloureuse pour Albert Camus qui ne cessera de questionner ce mutisme terriblement angoissant. D'ailleurs, son œuvre portera toujours la marque de l'indicible, de l'incapacité à dire ou de l'impuissance à faire entendre sa voix. Albert Camus regrette son prix Nobel de littérature. Il aurait souhaité qu'il revienne à André Malraux, son aîné, qu'il considère aussi comme un maître. Le prix lui a été décerné pour « l'ensemble d'une œuvre qui met en lumière les problèmes se posant de nos jours à la conscience des hommes ». Albert Camus disait à propos de l'art d'être français : « Ma patrie c'est la



Statue de Pierre de Ronsard (1524-1585)
au Square Mariette-Pacha à Paris V.

langue française ! ». Cette langue réunit les Français car elle est le résultat d'une mosaïque de plusieurs langues régionales : picarde, gasconne, provençale, alsacienne... Ce sont les Rois de France qui ont unifié ce pays par la langue. Après le poète Rutebeuf (XIIIème siècle) nous faisons un saut de 3 siècles au

XVIème pour découvrir Ronsard » et son poème « Mignonne, allons voir si la rose ». La mignonne, c'est Cassandre (1530-1607), la fille de Bernardo Salviati, un des banquiers du roi François Ier. Cassandre est rencontrée par le poète le 21 avril 1545 à Blois à un bal de la cour. Elle n'a que 15 ans et lui 21. Ronsard ne pouvait épouser la jeune fille, car il était clerc tonsuré. Cassandre épousa Jean Peigné, seigneur de

Pray l'année suivante.

Ronsard fait de Cassandre son égérie, célébrant un amour tout imaginaire dans un style précieux avec comparaisons mythologiques et mignardises : « Mignonne, allons voir si la rose, Qui ce matin avait éclos Sa robe de pourpre au Soleil, N'a point perdu cette vèprée. Les plis de sa robe pourprée, Et son teint au votre pareil. Las ! voyez comme en peu d'espace, Mignonne, elle a dessus la place. Las ! las ses beautés laissé choir ! Ô vraiment marâtre Nature, Puisqu'une telle fleur ne dure Que du matin jusques au soir ! Donc, si vous me croyez, mignonne, Tandis que votre âge fleuronne En sa plus verte nouveauté, Cueillez, cueillez votre jeunesse : Comme à cette fleur la vieillesse Fera ternir votre beauté. ». Voici l'épithaphe que Ronsard a proposé au poète savoisien Marc-Claude de Buttet de graver sur sa tombe : CELUY QUI GIST SOUS CETTE TOMBE ICY. AIMA PREMIERE UNE BELLE CASSANDRE. AIMA SECONDE UNE MARIE AUSSY. TANT EN AMOUR IL FUT FACILE A PRENDRE. DE LA PREMIERE IL EUT LE CŒUR TRANSY. DE LA SECONDE IL EUT LE CŒUR EN CENDRE. ET SI DES DEUX IL N'EUT ONCQUES MERCY. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com
Retrouver les anciens épisodes en version
électronique sur notre site web
www.lecanardlibere.com

Partenariat Le Maroc à l'honneur du 61e Salon international de l'agriculture à Paris

Pour la première fois, un pays étranger est à l'honneur au Salon de l'agriculture (SIA) de Paris. Et le choix pour l'édition la 61e édition s'est porté sur le Maroc, qui s'est fait dérouler le tapis rouge. Tout un symbole. Le salon a été inauguré samedi 22 janvier par le président français Emmanuel Macron aux côtés du Chef du gouvernement marocain Aziz Akhannouch.

« On est très heureux et très fier d'avoir le Maroc comme pays invité d'honneur au SIA où il est présent avec un stand magnifique », a déclaré M. Macron à cette occasion. Ce geste symbolique intervient après le réchauffement diplomatique en juillet 2024 entre les deux pays après un froid de près de trois ans. Dans un communiqué, le Salon de l'Agricul-



Un geste hautement symbolique.

ture a indiqué que le choix du Maroc "revêt une signification profonde, reposant sur un triple engagement" : relations historiques, échanges et collaborations commerciales, ainsi que le développement durable autour de la Méditerranée. Déployé sur une superficie de 476 m2, le pavillon réservé au Maroc au sein du pôle international est imposant avec sa couleur ocre et son design traditionnel et attrayant par ses spectacles authentiques. De nombreuses coopératives ont dignement représenté leur pays avec une panoplie de produits du terroir comme les dattes, l'huile d'olive, l'argan, le safran et bien d'autres gourmandises. La France sera à son tour l'invitée d'honneur du Salon international de l'agriculture de Meknès organisé en avril prochain. ▶



Le Maigret du CANARD



Villes nouvelles

Chronique d'un ratage en béton

Près de 20 ans après son lancement, la politique de création des villes nouvelles a tourné à un fiasco monumental. Les multiples plans de relance, mis en place par les gouvernements successifs, n'ont guère contribué à redresser la situation.

LAILA LAMRANI

La politique de création des villes nouvelles a vu le jour en 2004 sous l'impulsion royale. L'objectif, qui s'inscrit dans une politique volontariste, étant d'alléger la pression démographique sur les grandes villes, à l'image de ce qui s'est passé à Paris, Londres, Le Caire, Shanghai, ...) afin de les décongestionner et d'en maîtriser le développement. Le choix des pouvoirs publics s'est porté pour l'accueil de ces nouvelles agglomérations sur des zones rurales situées en périphérie de quatre grandes villes confrontées à une urbanisation massive induite notamment par l'exode rural : Tamesna (région de Rabat), Tamensourt (région de Marrakech), Lakhyayta (région de Casablanca) et Chrafate (région de Tanger). Les immeubles, essentiellement un habitat économique avec des magasins en rez-de chaussée, ont aussitôt surgi de terre sur des étendues de



Un gâchis résultant d'une absence de coordination entre les services de l'Etat.

foncier bon marché. Sur le papier, l'idée de villes-tampon était séduisante. Mais côté mise en œuvre de la vision et coordination des services de l'État, le fiasco est total. Les promoteurs immobiliers y ont vu un nouvel Eldorado et s'y sont précipités pour décrocher des marchés juteux. Là réside l'erreur originelle : La dimension foncière et immobilière était l'unique paramètre qui a sous-entendu la démarche des pouvoirs publics. La priorité a été donnée aux logements et petits commerces alors qu'il aurait fallu d'abord organiser avant le premier coup de pelleuse la planification en termes d'infrastructures de base et d'activités économiques. Le fait que les villes nouvelles soient pensées comme un dossier purement immobilier est une erreur stratégique qui a affecté leur viabilité et

compromis durablement leur développement.

Résultat : Le pays s'est retrouvé avec des cités-dortoirs hideuses dépourvues des attributs d'une ville digne de ce nom : moyens de transport, hôpitaux, écoles, universités, cinémas, jardins publics, bibliothèques et centres sportifs de proximité. Le néant.

Par plusieurs endroits, les villes nouvelles ont enfanté des quartiers fantômes en raison des déplacements de nombreux habitants vers des zones offrant un service minimum. Afin de rectifier le tir, le ministère de l'Habitat, alors dirigé par Nabil Benabdellah, a lancé dès 2015, un programme de relance de Tamansourt et de Tamesna, qui devrait s'étendre par la suite à Sahel Lakhyayta (Casablanca) et Chrafate (Tanger). Mais ce dispositif de sauvetage, confié à Al Omrane, le bras armé de l'État en matière d'habitat et d'aménagement, n'a pas permis de redynamiser les villes en question.

Le plan comprenait dans un premier temps, moyennant un budget de 1,3 milliard de DH, la réalisation de grands projets structurants devant accompagner la dynamique de développement de la ville nouvelle de Tamansourt, dont des maisons de jeunes, un foyer pour femmes, des centres de santé et des terrains de sports.

Le programme prévoyait aussi la réalisation de salles polyvalentes dans le cadre des projets de logement social, l'aménagement paysager et mobilier urbain, ainsi que le soutien aux activités du tissu associatif. Le plan de redressement de la ville de Tamesna, qui a bénéficié d'une enveloppe budgétaire estimée à 538 millions de Dhs, comprenait la réalisation

de 23 grands projets structurants et de proximité, dont entre autres le réaménagement de 5 principaux axes routiers permettant d'assurer un équilibre de la circulation à moyen et long termes, la réalisation de grands projets structurants tels que des équipements publics de base (un campus universitaire, un hôpital local, trois centres médicaux, un centre d'accueil et de conférences, un complexe culturel et un parc), la mise à disposition d'équipements de proximité (maisons de jeunes, foyers féminins, terrains de sport), l'exécution de travaux d'aménagement paysager, minéral et mobilier urbain, le renforcement de la gestion et de l'entretien de la ville (collecte des déchets ménagers, éclairage public, gardiennage et entretien...).

Synergie renforcée

Le ministère de l'Habitat avait aussi mis en place un cadre législatif pour redynamiser ces nouveaux pôles urbains. La grande nouveauté, c'est la création en octobre 2024 d'un comité interministériel des villes nouvelles dont la mission est d'étudier les propositions sur les projets de lois relatifs aux différents domaines d'intervention. Placée sous l'autorité du chef de gouvernement, cette instance est composée des représentants du ministère de l'Intérieur, du secrétariat général du gouvernement, du ministère de l'Urbanisme et du ministère de l'Habitat. En un mot, le comité en question devrait jouer le rôle de chef d'orchestre qui a jusqu'à présent fait défaut dans le développement des villes nouvelles, en assurant l'organisation et la concertation avec les départements et organismes concernés par ces chantiers urbains. Cet organe devra intervenir dès les premiers stades du développement de nouveaux pôles pour évaluer leur opportunité, le choix du site ou encore la viabilité économique (études d'impact et de faisabilité).

Le programme villes nouvelles initié en 2004 a également failli sur l'engagement de lancer quinze villes à l'horizon 2020 puisque seules quatre villes boiteuses ont pu être réalisées. Invitée à s'exprimer devant le Parlement en juin 2022 sur le ratage des villes nouvelles, la ministre de tutelle, Fatima-Zahra Mansouri a indiqué, tout en reconnaissant les lacunes ayant plombé ce chantier, que ses services travaillent sur un nouveau plan de relance de Tamansourt. Un énième plan de rafistolage d'un programme plombé par des défaillances de gouvernance. On attend le prochain plan d'improvisation en béton du prochain ministre !





Le Maigret du CANARD



Business politique

Salaheddine Aboulghali sur un terrain glissant

Débuté par la justice dans sa démarche de faire annuler sa suspension du parti, embarqué à son corps défendant dans un litige commercial troublant, le député-maire de Mediouna n'est pas au bout de ses peines.

LAILA LAMRANI

La justice a douché les espoirs de Salaheddine Aboulghali de retrouver sa place après le gel de son adhésion à la direction collégiale du PAM. Un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu le 21 février 2025, a rejeté sa requête de faire annuler sa suspension par le Bureau politique en septembre 2024. Ce verdict est de nature à consacrer l'éloignement définitif de l'ex-membre de la direction tripartite des instances du parti.

Cette affaire a une relation directe avec un litige purement commercial opposant indirectement Salaheddine Aboulghali au coordinateur régional du PAM à Casablanca-Settat, Abderrahim Bendaou, le roi du fromage au Maroc. Ce dernier a signé en décembre 2022, via un notaire de Casablanca également membre du PAM du nom de Salaheddine Chenguiti, une promesse de vente pour l'achat d'un terrain, propriété de la famille Aboulghali, situé dans la province de Médiouna, dont Salaheddine Aboulghali est député-maire. Comme l'acheteur potentiel initial n'a pas finalisé la transaction en versant dans un délai de deux mois la totalité du prix, soit 50 millions de DH, le terrain sera cédé entre temps à un autre homme d'affaires dans le BTP,



Salaheddine Aboulghali aux côtés de Abderrahim Bendaou..

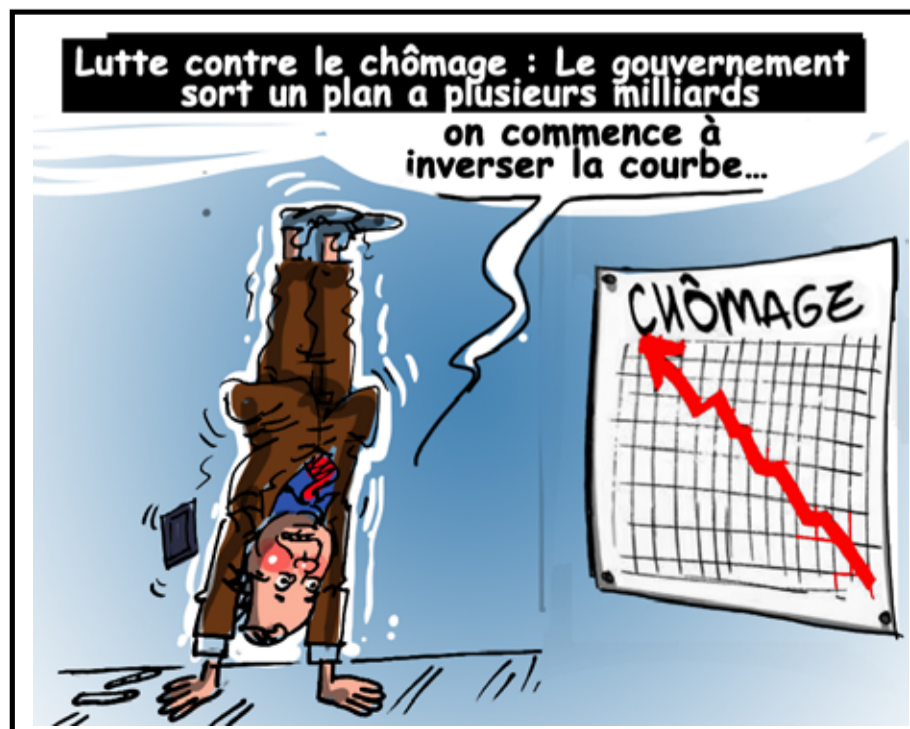
également issu du PAM, Brahim Moujahid, à un prix plus avantageux d'environ 90 millions de DH. Aucune once de politique dans ce drôle de contentieux. Que du business entre pamistes !

Assurance

Ce qui n'a pas empêché la coordinatrice du parti Fatima-Zahra Mansouri de se mêler curieusement d'un litige commercial qui relève de la sphère privée et d'aller jusqu'à obtenir la suspension de Salaheddine Aboulghali de la direction collégiale ! Plus troublant encore, le nom de ce dernier n'apparaît dans aucun document de la relation contractuelle relatif à cette vente inachevée mais plutôt celui de son frère, Abdessamad Aboulghali, en sa qualité de gestionnaire légal des biens familiaux. Ce qui laisserait croire que les tribulations du dirigeant du PAM ont des soubassements politiques. C'est sur ce point fondamental que la défense de Salaheddine Aboulghali insiste pour innocenter son client qui a été traîné en justice, ainsi que son frère, par Abderrahim Bendaou. Au stade d'instruction auprès du tribunal

correctionnel de Aïn Sebaa (Casablanca), le dossier a été renvoyé à la BNJP par le procureur du Roi pour approfondissement de l'enquête. Aux dernières nouvelles, les contours d'un arrangement entre M. Bendaou et les Aboulghali, dont les passeports ont été saisis, se dessinent, surtout que l'acheteur final du terrain de la discorde aurait exprimé sa volonté d'y renoncer au profit du

seigneur du fromage ! Mais les ennuis de Salaheddine Aboulghali vont-ils cesser pour autant ? Rien n'est moins sûr. Selon une source politique, le terrain de la discorde ne devait même pas être vendu en raison d'une saisie qui frappe la SCI acheteuse dudit bien, laquelle SCI aurait été transformée illégalement en SARL, ainsi que d'autres SCI possédant plusieurs terrains à Casablanca, par les héritiers de feu Bouchaïb Aboulghali. Le foncier litigieux et bien d'autres sont la propriété de la compagnie d'assurances la Victoire, appartenant au père défunt, qui fait partie des cinq assureurs mis en liquidation pour détournements de fonds dans les années 90. L'Etat marocain, fort de jugements définitifs en première instance, appel et cassation, réclame toujours aux héritiers la somme de 500 millions de DH au titre des dommages subis à cause des de la mauvaise gestion de la Victoire. Salaheddine Aboulghali sera-t-il rattrapé par les dossiers sombres du passé paternel ?





Le Maigret du CANARD



Terrorisme salafiste

Le Maroc l'a échappé belle

LAILA LAMRANI

On en sait un peu plus sur la cellule terroriste démantelée récemment au Maroc par le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ). La conférence de presse animée lundi 23 février 2025 par le patron de cet organisme sécuritaire, Cherkaoui Habboub, a surtout permis de donner plus de précisions sur ce « haut dirigeant de l'organisation opérant dans la région du Sahel » mentionné dans un communiqué diffusé le mercredi 19 février par le BCIJ dans la foulée du démantèlement de ce réseau terroriste. Il s'agit selon M. Habboub d'un ressortissant libyen dénommé Abderrahman Sahraoui. Au sein de l'organisation Daech au Sahel, Abderrahman Sahraoui assure la chefferie du comité des « opérations extérieures », en charge de l'internationalisation des attentats terroristes hors de la zone sahélo-saharienne. Sahraoui aurait ainsi supervisé le financement et le soutien logistique de la cellule, tout en fournissant des contenus numériques en livrant des détails techniques sur le mode opératoire des attentats.

Selon M. Cherkaoui, ce chef sanguinaire a agi en commanditaire du projet terroriste visant le Maroc auquel il a donné sa « bénédiction » via un message vidéo envoyé aux membres du réseau démantelé, qu'il a lui-même baptisé « Lions du califat dans l'Extrême-Maghreb » en les incitant à passer à l'acte.

Mais ce serait sans compter sur la vigilance des services sécuritaires marocains qui sur la base de renseignements fournis par la DGST ont pu mettre hors d'état de nuire les sicaires de la filiale sahélienne de Daech. Les arrestations ont eu lieu simultanément à Casablanca, Azemmour, Fès, Guercif, Laayoune, Oulad Teima, Tamesna, Tanger et Taounate. C'est un coup de filet d'envergure jamais opéré par les services de sécu-



Les armes découvertes dans un lieu reculé à Errachidia.

rité marocains dans un milieu terroriste. Douze suspects au total dont trois à Casablanca et deux à Tamesna sont interpellés.

Arsenal de guerre

Neuf villes sont concernées. Un maillage territorial inédit et exceptionnel de par sa dimension, qui souligne la volonté des commanditaires de ces projets d'attentats de déstabiliser le Royaume.

Les cibles vont de l'enlèvement et l'assassinat de forces de l'ordre, à l'attaque d'infrastructures stratégiques à caractère économique et sécuritaire et des attentats contre des organismes étrangers implantés au Maroc.

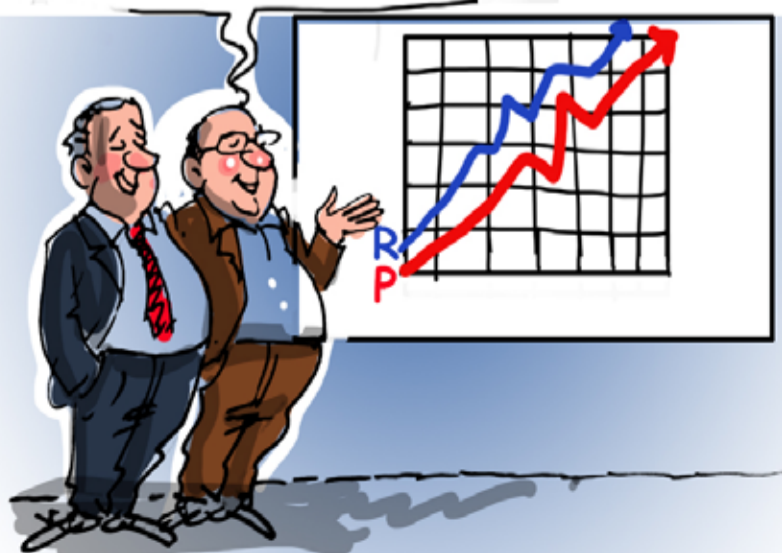
Lors de leur perquisition des domiciles des mis en cause, les équipes de la BCIJ ont mis la main sur un véritable arsenal de guerre. En plus de

la saisie à Tamesna de quatre bouteilles de gaz modifiées, remplies de clous et de substances chimiques et reliées à des fils électriques et à des téléphones mobiles devant servir de détonateurs commandés à distance, d'armes blanches de différentes tailles, une somme d'argent en dollars américains, ainsi que plusieurs sacs contenant des substances chimiques douteuses, les enquêteurs ont pu le lendemain du coup de filets localiser une cache d'armes dans un lieu reculé d'Errachidia, à proximité de l'Oued Guir. L'arsenal comprend deux fusils d'assaut Kalachnikov avec deux chargeurs, deux fusils de chasse, dix pistolets de divers calibres ainsi qu'une quantité non négligeable de cartouches et de munitions de divers calibres.

Ces armes, en parfait état de marche selon le patron de la BCIJ, étaient enveloppées dans des sacs en plastique et des journaux imprimés au Mali, parmi lesquels figuraient des hebdomadaires datés du 27 janvier 2025. Ces indications révèlent la provenance des armes, le Mali connu pour être une plaque tournante du terrorisme salafiste au sahel. ▀

Selon le HCP les inégalités se creusent au Maroc et la classe moyenne s'effrite

Le nombre de pauvres augmente et celui des riches aussi. Où sont les inégalités?





Le Maigret du CANARD



Agriculture durable

Le Maroc et le Brésil signent un partenariat de valeur

L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), OCP Fertilizantes, OCP Nutricrops et l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (Embrapa) ont procédé à la signature d'un accord de coopération ambitieux dans le domaine de la durabilité

LAILA LAMRANI

Objectif affiché : renforcer la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture durable par l'élaboration de solutions innovantes susceptibles de répondre aux défis mondiaux en matière de sécurité alimentaire et de durabilité. A cet effet, l'accord prévoit la mise en œuvre de projets conjoints axés sur le transfert



La formation au cœur des efforts des parties prenantes.

de technologies agricoles avancées, la formation de chercheurs et d'étudiants, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des nutriments et la promotion de pratiques

agricoles respectueuses de l'environnement. Les partenaires s'engagent également à favoriser l'échange de connaissances et d'expertises entre le Maroc et le Brésil, conformément

à l'esprit de la coopération Sud-Sud. « Ce partenariat s'inscrit dans notre vision de faire de la science et de l'innovation des leviers de transformation durable des systèmes agricoles. En mobilisant les connaissances et technologies les plus avancées, nous œuvrons à façonner un avenir où l'agriculture devient un moteur de prospérité, de résilience et d'équilibre pour notre planète », a déclaré à cette occasion le président de l'UM6P Hicham El Habti. Pour sa part, la présidente d'Embrapa, Silvia Massruhá, a indiqué que les scénarii futurs font ressortir l'importance d'actions stratégiques visant à garantir une production alimentaire durable, reposant sur des ressources et des technologies pouvant être partagées entre les pays. « Dans cette optique, Embrapa joue un rôle clé, en s'impliquant non seulement dans l'élaboration des politiques publiques nationales, mais aussi sur la scène internationale. Il s'agit d'un enjeu mondial qui impacte à la fois les producteurs sur le terrain et les

À propos de l'UM6P

L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), université marocaine d'avant-garde, est dédiée au développement de solutions innovantes adressant les défis spécifiques de l'Afrique et, plus largement, les enjeux mondiaux. Orientée vers la formation et la recherche, tout en cultivant des partenariats étroits avec le secteur industriel, favorisant l'innovation et le développement en entrepreneuriat, l'UM6P s'engage résolument dans la formation d'une nouvelle génération de talents destinés à façonner l'avenir du continent africain. Elle compte au total 7229 étudiants, dont 995 doctorants, avec une représentativité culturelle manifestée par 40 nationalités. La philosophie de l'UM6P vise à servir les différents besoins des économies africaines. Depuis son campus principal à Benguerir, près de Marrakech, et ses antennes à Rabat, Laayoune, Paris, et Montréal, l'Université propose un environnement d'apprentissage novateur, inspirant l'innovation et l'esprit d'entreprise grâce à ses plateformes d'expérimentation et à l'apprentissage entre pairs.

Avec des départements académiques et des programmes de recherche spécialisés dans les sciences et la technologie, le business et le management, les sciences humaines et la médecine, l'UM6P est une institution qui a pour but de bénéficier non seulement le continent africain, mais également le monde entier, grâce à une approche de la recherche orientée vers la résolution de défis mondiaux.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : <https://www.um6p.ma/fr>

À propos d'Embrapa

Embrapa est une entreprise publique dédiée à l'innovation, axée sur la production de connaissances et de technologies pour l'agriculture brésilienne. Créée en 1973, elle est rattachée au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Mapa) et a pour mission de développer les bases technologiques d'un modèle agricole et d'élevage véritablement tropical.

En contact constant avec les producteurs, les organisations scientifiques ainsi que les acteurs publics et de la société civile, l'agenda d'Embrapa

repose sur l'excellence scientifique en recherche agricole, l'amélioration de la qualité et de l'efficacité productive des cultures et de l'élevage, la durabilité environnementale, les aspects sociaux et les partenariats avec le secteur productif.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : <https://www.embrapa.br/en/international>

À propos d'OCP Fertilizantes

OCP Fertilizantes est une filiale d'OCP Nutricrops opérant au Brésil depuis 2010. L'entreprise fournit des solutions de nutrition des plantes, tournées essentiellement vers sur la durabilité et l'amélioration des rendements.

En tant que principal fournisseur d'engrais phosphatés pour l'agriculture brésilienne, OCP Fertilizantes joue également un rôle essentiel dans l'amélioration de la santé des sols et dans la réponse aux défis mondiaux de la sécurité alimentaire.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : www.ocpbrasil.com.br/en

À propos d'OCP Nutricrops

OCP Nutricrops est une filiale du Groupe OCP, chargée d'élaborer des solutions de nutrition des plantes pour répondre aux défis mondiaux de production alimentaire et de durabilité. OCP Nutricrops met à la disposition de la communauté aux agriculteurs une large variété de solutions de santé des sols et de nutrition des plantes à base de phosphate, de haute qualité, produites de manière durable et customisée, et promeut le recours aux pratiques agronomiques avancées en collaborant avec des agronomes et des experts du monde entier. En plus de ses équipes internes d'agronomes dédiées, OCP Nutricrops s'appuie sur l'expertise de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) et de ses partenaires internationaux, en s'appuyant sur les dernières avancées technologiques et les données agricoles les plus précises.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : www.ocpnutricrops.com



Le Maigret du CANARD



marchés, tant nationaux qu'étrangers a-t-elle expliqué. Les initiatives communes prévues incluent une panoplie de mécanismes comme le développement d'engrais innovants, l'application de techniques d'agriculture numérique, la biofortification des cultures et la promotion de l'économie circulaire dans le secteur agricole. Un programme de bourses sera également établi pour faciliter les échanges académiques et renforcer les capacités des chercheurs et des étudiants des deux pays. « Chez OCP Fertilizantes, nous restons profondément engagés à placer les besoins des agriculteurs au cœur de toutes nos actions. Nous sommes ravis de nous associer et d'explorer des idées novatrices qui favorisent la durabilité et la prospérité de l'agriculture, tant dans notre pays qu'à l'échelle mondiale. En alliant notre expertise et nos solutions de pointe au savoir-faire mondialement reconnu d'Embrapa, nous visons à donner aux agriculteurs les moyens d'améliorer à la fois le rendement et la qualité nutritionnelle de leurs cultures, garantissant ainsi un

avenir plus résilient et prospère pour les populations et l'environnement», a affirmé Marcos Antonio Stelzer, le président directeur général d'OCP Fertilizantes.

« Ce Master Research Agreement incarne notre volonté de mettre la science et l'innovation au service d'une agriculture plus durable, résiliente et productive, tout en s'adaptant aux spécificités des sols et des cultures. En combinant recherche et industrie, cette collaboration illustre notre engagement commun à développer des solutions scientifiques sur mesure, répondant aux besoins des agriculteurs et contribuant à une sécurité alimentaire mondiale renforcée » a ajouté de son côté le président directeur général d'OCP Nutricrops, Youssef El Bari. Ce partenariat témoigne de l'engagement des quatre institutions à œuvrer activement pour une agriculture mondiale plus durable et innovante, en capitalisant sur leurs expertises complémentaires tout en renforçant les relations entre le Maroc et le Brésil. ▀



LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT

-18 JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Abdeslam Ahizoune quitte Maroc Telecom

Mission accomplie

Abdeslam Ahizoune a rendu son tablier. Qui l'aurait imaginé un seul instant, tellement son nom et son parcours se sont confondus avec Maroc Telecom et son histoire prestigieuse ?

ABDELLAH CHANKOU

Au début, beaucoup parmi le personnel n'en croyaient pas leurs oreilles, pensant à une rumeur. En se confirmant, ils se sentirent soudain comme orphelins. Une vive émotion se lisait sur les visages. C'est que Abdeslam Ahizoune était pour eux plus qu'un patron.

L'annonce du départ du chef a fait naturellement l'effet d'une secousse tellurique, faisant ébranler jusqu'aux parois et étages de la tour, le siège imposant du groupe à Rabat. Avant de traverser comme une onde de choc les réseaux sociaux qui ont copieusement relayé l'information. Après plus de 25 ans de bons et loyaux services, le dirigeant



Abdeslam Ahizoune, l'artisan du secteur national des telecoms.

historique et charismatique quitte à 69 ans un grand groupe qu'il a profondément marqué de son empreinte. L'information a été officialisée lors d'un Conseil de surveillance tenu dans l'après-midi du mardi 25 février 2025. Celui-ci « a pris acte de l'expiration des mandats des membres du Directoire au 1er mars 2025 et a décidé de nommer, pour un mandat de deux (2) années, soit jusqu'au 1er mars 2027, Mohamed Benchaâboun en qualité de Président

du Directoire, en remplacement de Abdeslam Ahizoune » dont le conseil a salué « les contributions exceptionnelles à la croissance du Groupe au cours des 27 dernières années et [son] leadership décisif [qui] a joué un rôle clé dans l'essor panafricain du Groupe Maroc Telecom ». La nomination d'un successeur du calibre de M. Benchaâboun, « jouera un rôle déterminant dans le développement stratégique global des activités du Groupe Maroc

Telecom ». Comme son prédécesseur, M. Benchaâboun est un ingénieur télécom de formation, un atout de taille pour l'entreprise, suffisamment outillé en termes d'expérience, d'expertise et de rigueur managériale, pour conduire le leader national des télécoms vers de nouveaux horizons prometteurs.

Un leader des télécoms dont M. Ahizoune a su maintenir le leadership depuis qu'il a pris les rênes du groupe en 2001 en le hissant au firmament du rendement et de la croissance. Pas un seul exercice déficitaire en plus de 20 ans de présidence, malgré une concurrence devenant de plus en plus forte et un contexte réglementaire contraignant qui a accouché de la condamnation du groupe à de lourdes sanctions financières au profit de Wana Corporate. Abdeslam Ahizoune, artisan de la success story de Maroc Telecom, part avec le sentiment du devoir accompli. Il a de quoi être fier en déroulant le fil de sa carrière bien remplie qui commença en 1977 avec son diplôme en poche obtenu à l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris. Jeune ingénieur brillant, il intègre aussitôt le ministère des Postes et Télécommunications, les fameux PTT, qui deviendra plus tard l'office national des Postes et Télécommunications (ONPT) dont il prend naturellement les commandes. Apprécié pour ses

Mohamed Benchaâboun, le retour aux sources

Jusqu'ici président du fonds Mohammed VI, poste qu'il occupe depuis octobre 2022 après avoir officié comme ambassadeur du Maroc à Paris, Mohamed Benchaâboun hérite, à 63 ans, d'un groupe solide à tout point de vue. Le nouveau patron de Maroc Telecom a pour lui une grande expérience dans le secteur privé et le service de l'État ainsi qu'une bonne connaissance du secteur des télécoms et de ses arcanes... Diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications de Paris en 1984, il démarre sa carrière chez Alcatel-Alsthom Maroc, où il occupe le poste de directeur de la stratégie du développement et du contrôle de gestion, avant d'être appelé

à assurer la direction industrielle du même groupe. En août 1996, il est nommé directeur à l'Administration des Douanes et Impôts Indirects. Trois ans plus tard, il rejoint la Banque Centrale Populaire (BCP) en tant que directeur général adjoint, chargé des services communs puis du pôle développement. En septembre 2003, il est nommé à la tête de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT). Puis retour à la BCP en tant que PDG, fonction qu'il occupe pendant dix ans. En août 2018, il est nommé ministre de l'Économie et des Finances et c'est à lui qu'incombe la tâche très délicate

de gérer le Covid et ses conséquences financières désastreuses. Dans l'exercice de ses fonctions, tout au long de cette crise sanitaire sans précédent qui a fait beaucoup de dégâts économiques et sociaux au Maroc et partout dans le monde, M. Benchaâboun a donné la pleine mesure de ses qualités intrinsèques. On porte au crédit de ce banquier brillant d'avoir bien tenu les cordons du pays

dans un contexte aussi anxiogène, marqué par une disette financière d'une grande ampleur et la montée en flèche de revendications sectorielles et corporatistes. Une telle mission des plus délicates requiert bien plus que de l'ingénierie financière mais un grand esprit de synthèse, un mental d'acier et une résilience à toute épreuve. Résultat : l'ex-président de la BCP où il a laissé son empreinte et de bons souvenirs parmi ses collaborateurs, a tenu bon. Maintenu le cap. Tout compte fait, il a assuré, de l'avis des observateurs et de ses divers sollicitateurs qui avaient eu affaire à lui en sa qualité de président du Comité de veille économique (CVE) qui a adopté depuis mars 2020 une batterie de mesures de soutien en faveur des entreprises et des salariés du privé durement impactés par la crise. Face à autant de défis et de problèmes complexes



Mohamed Benchaâboun a fait ses preuves aussi bien dans le secteur privé que dans le service de l'État.

qui ont fait quadrupler sa charge de travail, il a dû se livrer à un exercice d'équilibriste qui force le respect. Dans sa démarche, nulle prétention, ni agitation. Pas de blabla ni effets d'annonce non plus. Juste un sang-froid à toute épreuve, servi par un naturel modeste et discret. Assurément, le Maroc a gagné en la personne de Mohamed Benchaâboun un haut responsable de valeur qui pouvait légitimement, grâce à l'épaisseur qu'il a prise dans le service de l'État, aspirer à de nouvelles fonctions. Le groupe Maroc Telecom a pour lui le goût d'un défi passionnant, surtout qu'il le replonge dans sa vocation originelle. ▀



Le Maigret du CANARD



qualités à la fois humaines et managériales, il connaîtra en août 1992 la consécration politique en devenant ministre des Postes et des Télécommunications. Abdeslam Ahizoune, âgé alors de 37 ans, est le plus jeune membre du gouvernement. Il vaque à ses nouvelles fonctions tout en continuant à assurer la direction de l'ONPT jusqu'à 1997.

Fin stratégie

Le 13 août de cette année, feu Hassan II nomme le gouvernement Filali III- le dernier de la série avant l'avènement de l'alternance en 1998. Abdeslam Ahizoune y retrouve son fauteuil ministériel en vue de préparer cette fois-ci- avec un Driss Jettou aux Finances- la loi sur la libéralisation des télécoms. Une loi majeure qui allait mettre fin au monopole de l'ONPT et donner naissance à Maroc Telecom dont M. Ahizoune devient président avant qu'elle ne soit cédée en 2004 à Vivendi dans le cadre du processus de privatisation des entreprises publiques. Abdeslam Ahizoune n'est pas seulement l'architecte de ce dispositif réglementaire qui ouvrira plus tard le secteur national des télécoms à la concurrence et à la modernisation. Il a également piloté la mise en place des infrastructures nécessaires à l'introduction de la téléphonie mobile au Maroc et des nouvelles technologies de l'information ainsi qu'à la libéralisation d'un marché jusqu'ici monopolisé par l'État. Le pays doit beaucoup à l'enfant prodige de Khemisset : La démocratisation du téléphone qui était un luxe dans le Maroc des années 60 et 70 et la réduction de la fracture numérique.

Une révolution. Par le développement d'une infrastructure en connectivité fiable et abordable, avec un accès Internet haut débit dans les zones les plus éloignées. D'un naturel plutôt discret, Abdeslam Ahizoune n'est pas du genre à parler de son travail. Il laisse son travail parler pour lui et il est impressionnant : près de 90 millions de clients au Maroc et en Afrique, une marge d'EBITDA de 43%, des fondamentaux solides et 11 filiales africaines, sous l'enseigne Moov Africa, en pleine croissance toutes acquises sous son époque.

Pur produit de l'administration marocaine, ce commis de l'État plusieurs fois décoré qui a la réussite modeste s'est vite imposé comme un gestionnaire hors pair et un fin stratège qui a constamment plusieurs coups d'avance par rapport aux concurrents. Les ressorts de la performance de Maroc Telecom, sont enracinés dans l'innovation et l'investissement que M. Ahizoune a placés au cœur de la

stratégie d'entreprise.

Maroc Telecom, ce n'est pas seulement des indicateurs à faire pâlir d'envie Inwi et Orange. C'est aussi une forte culture d'entreprise que le patron a su installer au sein des équipes qui, grâce à une politique de motivation au travail et une gestion de carrière évolutive, s'identifient à ses valeurs et les défendent. Ce qui a permis de construire un modèle économique qui non seulement s'exporte en générant

plus de valeur mais devient un bel exemple de la coopération sud-sud... Sans conteste, il y a une alchimie Ahizoune, mélange de flair et d'audace. D'engagement et de savoir-être. Adossée à un management dynamique, des ressources humaines de qualité et une bonne stratégie communication, la méthode Ahizoune a transformé les fils des télécoms en or pour les actionnaires qui l'ont à chaque fois maintenu à son poste. N'est-ce pas lui qui

a mené de main de maître l'introduction en bourse à Casablanca et Paris de la société qui allait devenir l'affaire la plus rentable de la place rachetée en 2013 par le groupe émirati Etisalat ? Pour 4,138 milliards d'euros, ce dernier a fait un bon deal au vu des bons résultats réalisés par sa filiale marocaine au Maroc et en Afrique. Porteuse de nouvelles perspectives de développement, l'aventure Maroc Telecom continue... ▶

الدرهم مشروك

CHAQUE JOUR À PARTIR DE 19H25

AHSSAN RAMADAN SUR 2M



Le Maigret du CANARD



Opération « poisson à prix raisonnable » pendant Ramadan

Les gros poissons réfrènent provisoirement leur appétit d'ogre...

On ne sait pas si l'opération relève juste de la com ou s'agit-il d'une initiative réellement à fort impact social ? Il s'agit de la campagne « poisson à prix raisonnable » évoquée samedi 22 février par la secrétaire d'Etat chargée de la Pêche maritime Zakia Driouich. Objectif proclamé : Permettre aux Marocains d'accéder pendant le Ramadan aux produits halieutiques au meilleur prix. Ces derniers, très prisés pendant le mois sacré, affichant des tarifs hors de portée pour les familles défavorisées et même pour les ménages à moyens revenus. Pour que le poisson soit abordable pour le plus grand nombre, les initiateurs de l'opération s'engagent sur la mise sur le marché de 4000 tonnes de poisson congelé et la mobilisation de 1.000 points de vente dans environ 40 villes du



Le poisson reste inaccessible aux petites bourses et même moyennes.

pays. Dit autrement, les gros poissons mettent momentanément en sourdine leur appétit d'ogre pour permettre au petit peuple de ne pas seulement manger du poisson noble avec les yeux dans un pays doté tout de même d'un littoral de 3500... Cette opération n'est

pas nouvelle. Elle a été lancée pour la première fois à Agadir en 2019, le titulaire du portefeuille de l'Agriculture de l'époque, Aziz Akhannouch, a avait convaincu des armateurs de la pêche hauturière d'inonder marché de leurs captures congelées à bord sans passer par les intermédiaires connus pour contribuer grandement au renchérissement des produits de la mer. Dans certaines villes comme Casablanca, l'initiative a fini en queue de poisson, une foule d'intermédiaires ayant pris à partie des armateurs qui ont dû rebrousser chemin. En l'absence d'un feed back sur les résultats de ce genre de campagne ponctuelle qui gagnerait à devenir la norme et non l'exception, il est judicieux de s'interroger sur son impact réel sur les prix dans le commerce et la cible qu'elle touche ainsi que son ampleur. ▀

Justice

Jonathan Harroch écope d'une première peine de prison



Jonathan Harroch.

Jonathan Harroch, patron du groupe Nation Sportive et propriétaire du réseau City Club, Unique Fitness Clubs et UFC Gym Morocco, a été condamné mardi 18 février à deux ans de

prison ferme. Ai en a décidé la chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Aïn Sebaâ, qui a conclu à sa culpabilité dans une affaire d'émission de chèques sans provision et d'escroquerie à l'encontre d'un ressortissant de confession israélite. Cette condamnation n'a aucune relation avec l'affaire pour laquelle il a été interpellé en octobre 2024 dans un hôtel casablancais. Cet homme d'affaires à la réputation sulfureuse était pris en flagrant délit de détention de quelques grammes de cocaïne et de consommation de drogue en compagnie d'un groupe de filles de joie qui seront relâchées après leur audition par la Police judiciaire. L'accusé, qui croit à Oukacha, est toujours en attente de l'ouverture de son procès pour traite

d'êtres humains, exploitation de personnes en situation de vulnérabilité et incitation à la prostitution. ▀





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS



Bec et ONGLES



Le président du Haut Commissariat au Plan Chakib Benmoussa

Il faut appauvrir un peu les riches

Une équipe du Canard a été reçue par le président du Haut Commissariat au Plan Chakib Benmoussa dans la foulée de son dernier rapport sur les inégalités sociales au Maroc.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Les derniers chiffres publiés par le HCP montrent une accentuation des disparités sociales. Le Maroc social se porte-t-il mal à ce point ?

Oui, malheureusement car les indicateurs ne sont pas rassurants. Au Maroc, les pauvres s'appauvrissent, la classe moyenne s'effrite, les riches s'enrichissent et le gouvernement regarde ailleurs. Cette situation est politiquement délicate.

Ce n'est pas nouveau, c'est un schéma classique que vous présentez...

Certes, mais ces dernières années, nous avons constaté une accélération de la dynamique de la paupérisation qui touche jusqu'à la classe moyenne. Les nouveaux pauvres sont issus de cette classe connue pour ses capacités de consommation et d'épargne. Ceux-là ont du mal à joindre les deux bouts. Nous avons affaire à une classe très moyenne et même en dessous de la moyenne pour certains segments.

Qui est responsable de cette situation ?

Je ne sais pas. En tout cas, ce n'est pas le HCP. Reste qu'une panoplie de mesures sont prises mais leurs effets sur le coût de la vie reste très faible pour ne pas dire nul.

Prises par qui ?

Par le gouvernement actuel qui donne l'impression de ne pas prendre les problèmes par le bon bout.

Ce gouvernement n'aime pas la critique émanant des institutions indépendantes. Ne craignez-vous pas que les enquêtes du HCP vous attirent ?



Le HCP n'est pas une antenne du gouvernement pour relayer ses données. Notre travail consiste à présenter la réalité du pays telle qu'elle se présente.

Certains pensaient que votre nomination à la tête du HCP en lieu et place de Ahmed Lahlimi qui était connu pour ses études avait pour objectif d'introduire un peu de censure dans la machine...

Le HCP n'est pas ma propriété pour que je puisse maquiller les chiffres afin de plaire à untel ou untel. Les inégalités sociales sont là et s'aggravent à vue d'œil.

Que faut-il faire pour renverser la vapeur ?

Il faudra changer de politique de façon à appauvrir un peu les riches et enrichir un peu les pauvres. ▶

Médias sous occupation...

Cette une d'un quotidien français est d'une clarté incommode.

Elle révèle en grand titre en le résumant tout le parti pris dégoutant des médias occidentaux, notamment français dans le traitement de la guerre génocidaire sioniste contre les gazaouis. **INSUPPORTABLE**. Parce que le Hamas a restitué les corps de deux enfants israéliens et de leur mère dans le cadre de l'opération d'échange des prisonniers de guerre entre le mouvement de résistance et le colonisateur sioniste ! Il fallait que tous « les otages israéliens » reviennent sains et saufs chez eux et non dans des cercueils!

Bien qu'ils soient tués par les bombardements de l'armée sionistes, les médias pro-sionistes ont fait porter le chapeau au Hamas



qu'ils ont qualifié comme d'habitude d'organisation terroriste. La désinformation et la propagande jusqu'au bout !

Mais quid des 14.000 enfants palestiniens massacrés par les terroristes de Tel Aviv? Complètement ignorés, ils n'ont pas eu droit au moindre entrefilet dans cette presse sous occupation alors que deux bambins israéliens décédés ont soulevé un torrent d'indignation en remuant ces bonnes âmes médiatiques... Et pas l'extermination des gamins de Gaza, décimés par milliers, avec leurs mamans, papas, frères et sœurs. Ceux-là n'ont pas de noms ni de visages et ne méritaient pas de vivre ! ▶

Moukharik encore et toujours



Et de quatre pour Moukharik !

Ni enjeu, ni surprise. Le 13^e congrès national de l'Union marocaine du travail (UMT) s'est déroulé comme prévu en reconduisant dimanche 23 février El Mi-

loudi Moukharik au poste de secrétaire général pour un quatrième mandat. La réélection de Moukharik, qui dirige depuis 2010 la centrale syndicale la plus représentative du pays, a eu lieu dans un contexte socialement tendu en raison de l'adoption de la nouvelle loi sur la grève jugée attentatoire au droit de grève et restrictive pour les libertés syndicales. Ce qui a débouché sur une grève générale de deux jours, les 5 et 6 février, appelée à l'initiative des principaux syndicats, sauf l'UGTM affiliée à l'Istiqlal représenté au gouvernement. ▶



Le MIGRATEUR



Guerre en Ukraine

Trump mène-t-il Macron en bateau ?

Emmanuel Macron s'est réjoui lundi 24 février à l'issue de sa rencontre à la Maison Blanche avec Donald Trump, de la "clarification" obtenue de la part du président américain sur la méthode pour parvenir à une paix juste en Ukraine. Mais pour le moment, il n'y a ni deal, ni engagement officiel mais juste de belles paroles.

JAMIL MANAR

Une "trêve" en Ukraine possible "dans les semaines à venir", c'est le message plein d'optimisme du président français sur la chaîne Fox News, lundi 24 février 2025 dans la soirée, juste avant de quitter Washington. Après une série d'entretiens et un déjeuner de travail avec son hôte à la Maison Blanche, l'objectif d'Emmanuel Macron est de garantir une paix "durable" en Ukraine, trois ans après le début de l'invasion russe.. De retour en France, M. Macron a tenté de montrer qu'il ne revient pas bredouille, se persuadant qu'il a réussi à faire infléchir Donald Trump. «Nous voulons la paix, on est totalement d'accord. Nous voulons un deal



Trump et Macron dans un moment de franche camaraderie...

rapide, mais pas un accord qui soit fragile », a-t-il indiqué. En d'autres termes, un cessez-le-feu bien négocié avec des garanties qui ne signifierait pas la "capitulation de l'Ukraine".

Le président français assure qu'il a obtenu des "avancées substantielles", en l'occurrence le feu vert de Donald

Trump pour que les Américains assurent un soutien logistique au projet de force militaire européenne amenée à se déployer en Ukraine, des troupes au sol, pacifiques, chargées de vérifier que la paix est respectée par les Russes. Quelques minutes plus tôt, dans le bureau ovale,

Donald Trump explique que Vladimir Poutine acceptera bien des troupes européennes de maintien de la paix en Ukraine. Mais lors de cette conférence de presse, il ne bronche pas, félicite Emmanuel Macron pour son excellent travail lors de la rénovation de la cathédrale Notre-Dame et passe le bonjour à son épouse Brigitte. Cette attitude révèle d'énormes divergences sur le fond et la forme entre Emmanuel Macron et Donald Trump. «Nous nous sommes compris », jure pourtant Emmanuel Macron qui semble croire que les gestes décontractés et les paroles enjouées de Trump à son égard sont la preuve que le président US est revenu à de meilleurs sentiments à l'égard de l'Europe dans le dossier de l'Ukraine. Trump est trompeur. ▀

Elections législatives allemandes

Les conservateurs reviennent et l'extrême droite se renforce

JAMIL MANAR

Les conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate et de l'Union chrétienne-sociale (CDU/CSU) ont remporté les élections législatives allemandes, organisées dimanche 23 février, avec 28,6% des voix. Derrière eux, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) devient la deuxième force politique du pays après avoir réalisé un score historique (20,8% des voix), un résultat inédit pour une formation d'extrême droite depuis l'après-guerre. Le grand perdant de ce rendez-vous électoral est le chancelier sortant, Olaf Scholz, dont le Parti social-démocrate (SPD) a perdu du terrain : 16,4% des voix, soit dix points de moins que lors du scrutin de 2021. L'entrée ou non au Bundestag de trois plus petits partis était la seule inconnue de cette élection. Considéré sur le déclin il y a quelques



Le leader de la CDU Friedrich Merz.

mois, le parti de gauche Die Linke a réussi à renaître de ses cendres (8,8%), alors que le parti fondé par Sahra Wagenknecht (BSW) et les libéraux (FDP) restent aux portes du Parlement.

La CDU/CSU est parvenu à retrouver sa place de première force politique du pays. Mais le score (28,6%) est jugé décevant par les conservateurs, habitués à obtenir plus de 30% des voix.

Affirmant disposer d'un "mandat clair" pour "changer" le cap politique du pays, le patron de la CDU vise la formation d'un gouvernement de coalition "au plus tard à Pâques", soit dans un peu moins de deux mois. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

LA SEULE ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE QUI PREND SOIN DE VOUS MÊME À DOMICILE



Entreprise régie par la loi n° 17-99 portant code des assurances.

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION
SANLAM MAROC



sanlam.ma



Vivez en toute confiance